Macron songerait-il à dissoudre le CCIF ?

02/05/2017 à 12h41

Plusieurs cadres d'En Marche! confirment que, pour le mouvement, le CCIF défendrait des «positions pouvant porter atteinte aux lois de la République», alors qu'Emmanuel Macron affirme vouloir dissoudre les associations défendant de telles idées.

> *#Communiqué : mis une nouvelle fois en cause par @enmarchefr, le @ccif demande une clarification de la part de @EmmanuelMacron : pic.twitter.com/GD48vfHYPm*
>
> *— CCIF (@ccif) May 2, 2017*

https://twitter.com/OneRadex/status/859098634083856384

(…) Si la position d'En Marche! par rapport au CCIF suscite tant de débats, cela semble avant tout dû à l'absence de position claire et constante de la part du mouvement d'Emmanuel Macron. L'ex-ministre de François Hollande avait tout d'abord vanté les mérites de Mohamed Saou, estimant qu'il avait fait un «travail remarquable» dans le Val-d'Oise, où le nombre d'adhésions à En Marche! était passé de 400 à 4 000 après sa nomination, selon ce qu'il a lui-même affirmé à Libération.

A peine quelques jours plus tard, Mohamed Saou avait été suspendu par le leader d'En Marche!, mais seulement «à titre provisoire», après la découverte de certains messages publiés sur sa page Facebook. «Je n'ai jamais été et je ne serai jamais Charlie», avait-il par exemple écrit après l'attentat perpétré dans les locaux de la rédaction de Charlie Hebdo en

janvier 2015. A l'été 2016, après la tentative de coup d'Etat contre Recep Tayyip Erdogan, il avait apporté son soutien au chef d'Etat turc, saluant «quelqu'un qui a fait pour les réfugiés plus que tous les autres pays réunis».

Nouveau revirement le 14 avril : se croyant hors antenne après un entretien accordé à Beur FM, Emmanuel Macron a déclaré ce jour-là : «Il a fait quelques trucs radicaux, c'est ça qui est compliqué, mais c'est un type bien Mohamed !». Dans les heures ayant suivi ce couac, le candidat d'En Marche! a martelé qu'il «ne céder[ait] ni à la facilité ni au communautarisme», tout en ajoutant que les attaques contre Mohamed Saou provenaient selon lui de «proches de l'extrême droite» – sans pour autant remettre en cause la mise à pied de Mohamed Saou motivée par ses liens présumés avec le CCIF.

De nouveau interrogé à ce sujet le 2 mai sur BFM-TV, Emmanuel Macron a cité une autre organisation controversée, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), proche des Frères musulmans, qui a appelé à voter pour lui au second tour. «Si l'UOIF respecte les lois de la République, je n'ai pas à l'interdire», a-t-il affirmé.
RT.com